

Europe 2020: une question de crédibilité

LAURENT COHEN-TANUGI

MAI 2010

Laurent Cohen-Tanugi est avocat essayiste. Il est membre du Conseil d'Administration de *Notre Europe*.

Sans surprise, le Conseil européen de printemps qui s'est tenu le mois dernier a approuvé les grandes lignes de la stratégie « Europe 2020 » proposée par la Commission européenne dans sa Communication du 3 mars (« Une stratégie pour une croissance intelligente, durable et inclusive ») pour succéder à l'Agenda de Lisbonne de la décennie 2000.

La crise grecque a certes contribué à éclipser ce lancement dans le débat public, mais la cause principale de son faible écho est à chercher ailleurs : « Europe 2020 » ressemble à s'y méprendre à la stratégie de Lisbonne qu'elle est censée remplacer, et dont le semi-échec n'est plus contesté par personne.

Au-delà de quelques innovations de langage et de procédure, l'inspiration générale, le contenu et la méthodologie de la stratégie lancée en grande pompe en mars 2000, dans un contexte politico-économique aux antipodes de la situation présente, demeurent en effet inchangés.

L'idéal d'une croissance intelligente, durable et socialement inclusive caractérisait déjà l'Agenda de Lisbonne, ce qui n'est pas problématique en soi dès lors que ce modèle de croissance n'a rien perdu de sa pertinence. Mais l'incapacité de la méthode et de l'approche bureaucratique de la stratégie de Lisbonne à atteindre les objectifs qu'elle s'était fixés – et ce, bien avant le choc de la crise mondiale de 2008 – aurait dû provoquer une remise en cause majeure de la conception, de la gouvernance et de la mise en œuvre du futur programme de croissance européen, et sa transformation en une stratégie beaucoup plus ambitieuse et intégrée pour faire face à la mondialisation.

Depuis lors, la crise mondiale, ses méfaits durables sur l'emploi, les finances publiques et la cohésion au sein de l'Union, et ce qu'elle a révélé de l'inadaptation des instruments européens – à l'exception de l'institu-

tion fédérale qu'est la BCE - à gérer des chocs d'une telle ampleur n'ont fait que confirmer l'insuffisance d'une « stratégie » - le mot « discours » serait plus approprié – de type Lisbonne, fondée sur une simple coordination non-constrainingante de processus de réformes nationales.

La Commission européenne reconnaît cette réalité dans l'introduction de sa Communication, où un sentiment d'urgence et le spectre du déclassement européen ont heureusement remplacé l'autosatisfaction qui prévalait à Bruxelles avant la crise. De même, on lit avec réconfort que « la meilleure chance de succès pour l'Europe réside dans sa capacité à agir collectivement en tant qu'Union ». Cependant, la nouvelle stratégie avancée pour faire face aux multiples défis, anciens et nouveaux, auxquels l'Europe est confrontée n'en tire aucunement les conséquences.

La « méthode ouverte de coordination », principale responsable de l'inefficacité de Lisbonne, demeure au cœur de la nouvelle stratégie, tandis que les « lignes directrices intégrées » et les « programmes de réformes nationales », familiers des seuls initiés, en restent les instruments principaux. Quant à la Commission, elle continue à concevoir son rôle comme principalement incitatif à l'égard d'Etats membres modérément attentifs, plutôt que comme leader d'une stratégie à la dimension communautaire et à la gouvernance renforcées.

Au sein de cette décevante continuité, on relèvera, certes, quelques améliorations bienvenues, notamment la réduction du nombre des objectifs, leur meilleur ciblage et leur déclinaison nationale ; la concentration nouvelle sur l'éducation et l'enseignement supérieur ; ou encore l'articulation renforcée entre coordination des réformes nationales et mise en œuvre des politiques et instruments communautaires, y compris les mécanismes institutionnels contraignants de la zone euro.

Les conclusions du Conseil européen affirment dans le même sens que la nouvelle stratégie doit mobiliser toutes les politiques communautaires, et surtout comporter une forte dimension extérieure, reposant elle aussi nécessairement sur des instruments communautaires, afin de promouvoir les intérêts européens sur la scène mondiale. La quasi-absence de cette double composante communautaire et extérieure constituait de fait l'une des carences majeures du processus de Lisbonne comme stratégie européenne pour la mondialisation.

Mais dans la situation économique et politique actuelle de l'Europe, ces quelques inflexions risquent fort de ne pas suffire. La Commission s'est abstenue de poser les vraies questions : quel sera le moteur de la croissance européenne d'après-crise ? Et d'où viendra son financement dans l'état actuel des finances publiques ?

Il eût bien mieux valu qu'à l'instar de la plupart des think-tanks européens, elle tire les leçons de l'échec de Lisbonne et celles de la crise, pour mettre les Etats membres face à leurs responsabilités (ou à leurs contradictions) en termes de volonté politique et d'ambition européenne : pis-aller en temps normal, la coopération intergouvernementale l'est d'autant plus en temps de crise, comme vient de l'illustrer à nouveau l'affaire du volcan islandais.

La stratégie de Lisbonne, qui prétendait faire de l'Europe « l'économie de la connaissance la plus compétitive du monde » en 2010, n'était pas crédible par excès d'ambition. Son *remake* d'aujourd'hui risque de l'être encore moins, pour la raison inverse.



Avec le soutien de la Commission européenne
Programme «L'Europe pour les citoyens»